Journal de campagne de Jean-Pierre Chevènement pour les présidentielles 2002 **Décembre** 2001

CHEVÈNEMENT
président

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

C'est pour être l'homme de la Nation que je suis candidat à l'élection présidentielle.
Je ne serai pas l'homme d'un clan.

La France ne sait plus où elle va. Son destin lui échappe. Les marchés financiers mondiaux en disposent. La loi de la jungle s'impose de plus en plus dans notre société. La République peine à transmettre ses valeurs.

Pour remettre la France d'aplomb, il faut qu'une ferme volonté se manifeste au sommet de l'État. Nous devons renouer avec les valeurs et les principes de la République : citoyenneté, avec ses droits et ses devoirs, souveraineté du peuple garante de la démocratie, liberté et laïcité, égalité des chances et solidarité. Il s'agit de retrouver en tous domaines ***le courage de décider*** : fixer clairement ses missions à l'Ecole, définir une politique cohérente de sécurité, revaloriser le travail, donner aux femmes les moyens de leur épanouissement professionnel et personnel, reconstruire l'Etat républicain et les services publics, maintenir la France comme grande puissance stratégique.

Voilà pourquoi je me tourne vers vous avec le seul souci de servir notre pays.
Ensemble nous pouvons changer la donne.

Jean Pierre Chevènement

Avec Jean-Pierre Chevènement,
la République retrouvera ses valeurs et ses principes et la France, ses repères.

Revaloriser le travail

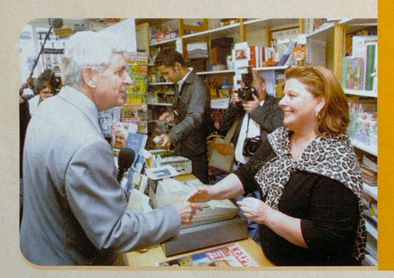
Une république moderne est une république sociale, qui rend justice au travail.
L'amélioration des salaires directs, à commencer par les bas-salaires, doit passer avant les stock-options. Garantir l'avenir de la protection sociale, réhabiliter l'apprentissage des métiers, établir de véritables carrières pour les ouvriers et les employés dans les entreprises : voilà les priorités.
Pour ne plus peser sur l'embauche, c'est sur la richesse produite, plus que sur les salaires, que doit être assis le financement de la solidarité nationale.



Nos ouvriers, nos employés ne doivent plus être victimes de plans sociaux dictés par des actionnaires qui ne pensent qu'à la rentabilité immédiate.



Nos agriculteurs doivent être soutenus et reconnus et leur revenu ne doit pas être aligné sur les prix mondiaux. Il faut maintenir nos exploitations agricoles garantes de la qualité et de la sécurité des aliments comme de la préservation de nos paysages.



Nos commerçants, nos artisans, nos professions libérales, nos entrepreneurs ne doivent plus être découragés par des réglementations étouffantes et des charges trop lourdes (par exemple la TVA sur la restauration).



En Corse comme ailleurs, l'autorité de la Loi égale pour tous

*Ensemble nous relèverons **l'autorité de la Loi** délibérée en commun et égale pour tous. Nous rétablirons la démocratie avec la **souveraineté populaire** : l'avenir de notre pays appartient aux citoyens, non aux experts. Nous ferons revivre la **citoyenneté**, ensemble indissociable de droits et de devoirs. La **liberté**, c'est aussi la responsabilité. Nous ferons droit à l'exigence d'**égalité** : chaque femme, chaque homme possède d'immenses potentialités quelle que soit son origine sociale, la République doit permettre leur plein développement. C'est le sens de ces **dix orientations fondamentales pour relever la République.***

Fixer ses missions à l'École

L'Ecole doit se concentrer sur l'apprentissage des savoirs fondamentaux et en premier lieu de la langue française, qui est notre bien commun. C'est la transmission du savoir qui fonde l'autorité des maîtres. L'acquisition des connaissances affranchit de l'ignorance et elle ne va pas sans effort. Les jeunes des milieux populaires, en particulier, ont besoin d'une école forte et structurée qui leur donne leur chance.
L'Ecole de la République doit également former nos jeunes pour qu'ils puissent demain faire leur métier de citoyens, avec leurs droits et leurs devoirs.



Une école forte et structurée

Plaçons la transmission des savoirs et la formation du citoyen au centre de l'Ecole.

Pour la sécurité de tous, respecter des règles claires

Assez de laisser-aller et de démission !
Une politique cohérente doit permettre de faire reculer la délinquance. **Le droit, égal pour tous, à la sécurité doit devenir réalité** : police de proximité dotée des moyens nécessaires par une loi de programmation, coopération renforcée entre police, gendarmerie et justice, politique pénale identique sur tout le territoire, lieux d'accueil pour les jeunes en péril, centres de retenue fermés pour mettre un terme à l'impunité des multi-récidivistes. **N'opposons pas la sanction à la prévention, car la sanction, qui est le rappel à la règle, est éducative.** La République est un régime de liberté, pas un régime de faiblesse.
Ni démagogie ni angélisme, il est temps de renverser le cours des choses. La fermeté est nécessaire : elle va avec la justice.



Le droit, égal pour tous, à la sécurité doit devenir réalité.

Une grande politique d'accès à la citoyenneté permettra à tous les jeunes un égal accès à l'emploi. L'Etat et les grands services publics offriront, à des jeunes recrutés par concours, une rémunération durant leurs études sous condition qu'ils s'engagent à travailler dans le service public pendant dix ans. Ce sera le moyen pour les enfants de familles modestes qui ont plus d'intelligence et de dévouement que d'argent et de relations, de trouver les voies de la réussite.

L'Etat doit garantir un bon niveau de retraite

Le principe de la répartition ne doit pas être remis en cause.
Une retraite progressive doit être mise en place permettant à ceux qui le souhaitent de réduire petit à petit leur activité ou de continuer à travailler quelques années au-delà de la limite d'âge s'ils le veulent.

“Notre peuple attend qu’on lui tienne le langage simple de la vérité”

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Nos services publics doivent être modernisés et non démantelés

Certains, soutenus par Bruxelles, voudraient tout privatiser : la poste, l’électricité, la santé, les chemins de fer, l’éducation... Mais en Californie, l’électricité privatisée ne fournit plus. En Angleterre, les trains privatisés déraillent. Aux Etats-Unis, la santé privatisée ne soigne pas les plus pauvres. Nous ne voulons pas de cet avenir. Des services publics performants sont un atout pour notre pays et sa compétitivité, et une source d’égalité pour ses habitants. Il faut les défendre, les moderniser, soutenir ceux qui y travaillent au service du public.

Les femmes *doivent pouvoir mieux concilier leur vie professionnelle et leur épanouissement professionnel et personnel : égalité professionnelle, égal accès aux responsabilités, égalité de salaire, libre choix de la maternité, augmentation de 50% des places de crèches et d’assistantes maternelles.*

La France doit être le moteur d’une Europe de projets ambitieux

On nous avait juré que l’Euro serait une chance pour la France. Pour l’instant, c’est une contrainte supplémentaire dont on se serait bien passé. La Banque Centrale Européenne ne peut rester au-dessus de la volonté des peuples. Elle doit être au service de la politique de croissance et d’emploi, décidée par l’ensemble des nations européennes.
Les projets d’intégration fédérale - "fédération d’Etats-nations" - sont irréalistes puisque l’Europe va bientôt s’élargir à 27 pays.

L’Europe que nous voulons signifie projets, dynamisme, ambition partagés. Elle doit compléter, prolonger les nations qui la composent, et non s’y substituer. Un plan européen de grands travaux permettra de relancer la croissance.

“A aucun d’entre vous je ne demande d’où il vient. L’essentiel est la direction où nous voulons aller ensemble.”
Jean-Pierre CHEVÈNEMENT,
Vincennes, le 9 septembre 2001

Mettre l’homme au cœur des choix d’aménagement et d’environnement
Une politique nationale d’aménagement du territoire s’impose pour valoriser notre espace en Europe, reconstruire nos banlieues, privilégier les filières énergétiques qui ne rejettent pas de gaz à effet de serre, donner la priorité aux voies d’eau et au chemin de fer pour le transport de marchandises...

La République a besoin du souffle de la création : *science et culture vont de pair. Une grande loi de programmation portera à 3% la part de la recherche dans le PIB. Plus que jamais dans la culture, il faut bâtir un contre-pouvoir à la loi du marché et ouvrir la France sur le monde et d’abord vers le Sud, notamment à travers la francophonie.*

La France doit rester une grande puissance politique

Notre politique étrangère doit **assurer la sécurité des Français** et servir l’idéal républicain dans le monde : citoyenneté, laïcité, liberté des peuples. **Le terrorisme est un poison.** Ses réseaux doivent donc être combattus sans défaillance partout dans le monde. Mais il est également indispensable d’ouvrir l’Europe vers le Sud, en particulier le Maghreb et de **réaliser la paix au Proche-Orient, de la Méditerranée au Golfe.** La France doit partout faire entendre la voix de la raison et de la justice et favoriser dans les pays du Sud le développement sans lequel il n’y a pas de paix durable.
Mais dans un monde dangereux, nous avons besoin d’une défense solide qui soit d’abord au service de la Nation.



*“Il est temps de dire la vérité à nos concitoyens : nous sommes entrés dans le XXIème siècle. Les anciennes stratégies ont fait faillite.
C’est le retour du politique. Ce peut être, ce doit être le retour de la France. Car seules les valeurs universelles dont la République porte l’héritage depuis deux siècles – liberté de pensée, laïcité, citoyenneté, égalité – permettront de dominer les fureurs des intégrismes et des communautarismes et de tracer le chemin d’une fraternité humaine toujours à construire.”*
Jean-Pierre CHEVÈNEMENT
Le 3 octobre 2001 à l’Assemblée Nationale

Il existe une autre voie que celle où piétinent une droite et une gauche aujourd’hui à bout de souffle.

Seul Jean-Pierre Chevènement peut rassembler largement toutes les énergies et tous les espoirs. Ils se lèvent aujourd’hui dans toute la France, de tous les milieux, au-delà des clivages périmés.

Vous aussi, soutenez Jean-Pierre CHEVÈNEMENT !

Rejoignez ses Comités de Soutien !

Chez les Despax, on soutient Jean-Pierre Chevènement sur trois générations !


Laure, Jacques et Jean Luc Despax

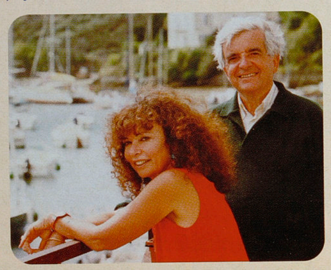
"Adhérent de la SFIO, puis du PS dès les années 50, je suis maire d'une commune rurale. Aujourd'hui, c'est sans état d'âme que je soutiens Jean-Pierre Chevènement.
Ses propositions sont enthousiasmantes. Oui, la République doit retrouver ses principes fondamentaux. Oui, il faut fixer ses missions à l'École. Oui, il est indispensable de savoir à nouveau interdire. Tous ensemble, nous pouvons reconstruire la France avec Jean-Pierre Chevènement, président."
Jacques Despax,
69 ans, retraité, maire.

"A 20 ans , je suis devenu instituteur dans un village du nord de l'Ardèche. J'ai exercé trois mandats de conseiller municipal sympathisant communiste.
En 1998, j'ai découvert Jean-Pierre Chevènement, homme de parole, homme d'honneur, homme de conviction. Ses positions argumentées sur la Corse, les "sauvageons", la guerre du Golfe m'ont convaincu. Jean-Pierre Chevènement a déjà prouvé qu'il pouvait renoncer aux ors de la République plutôt que de renoncer à ses convictions. C'est un acte de courage. Retrouver tous ensemble ces principes simples de solidarité, de travail et de défense de nos valeurs communes : c'est le projet de Jean-Pierre Chevènement et j'y crois. Je le soutiendrai donc jusqu'au soir du deuxième tour, jusqu'à son entrée à l'Elysée, et encore après…"
Jean-Luc Despax,
45 ans, marié depuis 21 ans à Danièle, infirmière, et père de Laure, 19 ans.

"Le monde politique paraît abstrait et loin des jeunes. Au cours d'une réunion du Mouvement des Citoyens deux idées m'ont interpellée, celle de "redonner force aux principes républicains" et celle de rassemblement. Je me suis engagée au Pôle Républicain de la jeunesse afin de soutenir mes convictions mais surtout un homme qui, selon moi, est capable d'offrir un avenir moderne à la France."
Laure Despax,
19 ans, étudiante en première année de DEUG à Valence.

Portrait
Jean-Pierre Chevènement

Né le 9 mars 1939 à Belfort (Territoire de Belfort)
Marié avec Nisa, psychothérapeute et sculpteur

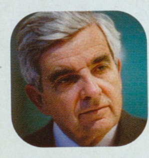


- Deux enfants, Raphaël né en 1974 et Jean-Christophe né en 1975
- Sous-lieutenant appelé en Algérie (1961-1963)
- Croix de la Valeur Militaire
- Conseiller Commercial au Ministère des Finances

- Fondateur du Parti Socialiste d'Epinay (1971) et du ***Mouvement des Citoyens*** (1992)
- Président du ***Club "République Moderne"*** depuis 1983

- ***Député du Territoire de Belfort***, réélu sans interruption par les électeurs depuis 1973
- ***Conseiller régional de Franche-Comté*** dont il a été le Vice-Président puis le Président
- ***Maire de Belfort*** depuis mars 1983, réélu en 1989, 1995 et 2001

- ***Ministre d'Etat chargé de la Recherche et de la Technologie*** (1981-1982)
- ***Ministre d'État chargé de la Recherche et de l'Industrie*** (1982-1983)
- ***Ministre de l'Education Nationale*** (1984-1986)
- ***Ministre de la Défense*** (mai 1988-janvier 1991)
- ***Ministre de l'Intérieur*** (juin 1997-août 2000)



"Ensemble nous pouvons changer la donne"

"Jeune gaulliste de gauche, je tiens à vous apporter mon soutien."
Cyrille, *Clermont-Ferrand (63)*

"Quand j'entends Talamoni proclamer qu'il ne chantera jamais la Marseillaise… après avoir obtenu tant d'avantages de la France, je suis révoltée. Je pense souvent à mes parents morts pour la France dans les guerres 1914 et 1940, je suis écœurée. **Je vous félicite pour votre courage, votre compétence et votre honneur.** J'ose espérer que d'anciens gaullistes comme moi suivront mon exemple."
Emilienne, *Toulon (83)*

"**C'est le seul candidat qui ne soit ni démagogue, ni soupçonneux à l'égard des Français issus de l'immigration** : c'est clair on a des droits et on a des devoirs. Avec lui, on sait à quoi s'en tenir."
Fatiah, *22 ans, Montbéliard (90)*

"Bravo et merci ! Vous avez fait de nous les plus heureux des citoyens : rétablir la citoyenneté, le civisme, le respect de l'autre et donc sa sécurité. **Vous représentez pour nous le symbole même de la République libre, égale et fraternelle.**"
François, *Carcassonne (11)*

"D'autres que vous, sur " l'autre rive ", disent des vérités sur l'indépendance de la France et de l'Europe. Mais **vous seul avez le charisme, l'expérience, l'honnêteté, l'audace pour nous mener à la victoire**, pour faire triompher la France, incarner le renouveau républicain et rouvrir le chemin de l'espoir aux peuples de la Terre. J'ai 36 ans et suis issu d'une famille républicaine et socialiste de très longue date."
Yves, *Bordeaux (33)*

19 janvier 2002 - Paris
Rassemblement National des Comités de Soutien à Jean-Pierre Chevènement

www.chevenement2002.net - 0 821 23 6000
(0,78 F/mn - 0,12 €/mn)

Crédit photos : Angeli / Jean-Louis Macault -IMP. FOT R.C. LYON B 382 104 172 - ZAC SATOLAS GREEN -B.P.30 69891 PUSIGNAN CEDEX - Ne pas jeter sur la voie publique

---

CHEVÈNEMENT 2002 - 7, cité de Paradis 75010 Paris - Tél : 0 821 23 6000 (0,78 F/mn - 0,12 €/mn) - Fax : 01 44 79 66 42

Nom et Prénom : ....

Adresse : ....

Téléphone : .... Courriel : .... Profession : .... Date de naissance : ....

☐ **Je soutiens la candidature de Jean-Pierre Chevènement à l'élection Présidentielle de 2002** Le : ....

☐ **Je soutiens financièrement cette candidature et joins un chèque de .... FF**
à l'ordre de *Jean-Pierre Cossin, mandataire financier de Jean-Pierre Chevènement, Présidentielle 2002* Signature :

☐ *J'autorise que mon nom soit publié* ☐ *Je n'autorise pas que mon nom soit publié*

Conformément à l'article L52-8 du code électoral, votre don vous donne droit à une réduction égale à 50% des sommes versées dans la limite de 6% du revenu net global. Un reçu fiscal vous sera adressé à la fin de la campagne.